

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 17/12/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 29/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL SAS
Route de PIBRAC
31770 Colomiers

Références :
Code AIOT : 0006805963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement TERREAL SAS implanté Route de PIBRAC 31770 Colomiers.

Suite à un signalement de pollution de l'OFB pour colmatage du cours d'eau de Bassac à proximité immédiate de l'usine Terreal, une inspection inopinée a été conduite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL SAS
- Route de PIBRAC 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006805963 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Le site de Colomiers fait l'objet d'une exploitation industrielle depuis 1939.

Destinée à l'origine à la fabrication de tuiles (Tuileries Toulousaines), le site s'est progressivement orienté vers la fabrication de briques.

La société TERREAL exploite une briqueterie sur le site de Colomiers. Cette activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 janvier 2008.

Le site relève de la directive IED pour cette activité.

Contexte de l'inspection : Contexte de l'inspection

Thèmes de l'inspection : Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Eaux pluviales susceptibles d'être polluées | Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 Jours |
| 2 | Conditions de rejet | Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 3 | TRAITEMENT DES EFFLUENTS | Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.6.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 Mois |
| 4 | Autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.6.4 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 Jours |


(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Les constats effectués lors de la visite ont mis en exergue des non conformité dans la gestion et le suivi des rejets aqueux du site.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.2.4 |
| Thème(s) : Autre - eaux de surface |
| Prescription contrôlée : 2.2.4 - LES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES Ces eaux proviennent des aires de stockage des matériaux finis et des voies de circulation internes de l'usine . Elles sont envoyées dans le bassin d'orage de 2500 m3 de capacité implanté à l'est du site. Ces eaux et les eaux pluviales non polluées sont après décantation pompées et recyclées en tête de l'installation de malaxage des terres. Le reliquat des eaux collectées dans le bassin d'orage est rejeté au milieu naturel (ruisseau de Bassac) après passage dans un séparateur d'hydrocarbure. Le volume du bassin de décantation, du séparateur d'hydrocarbure et le débit de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel sont adaptés aux surfaces totales imperméabilisées. L'ensemble du dispositif de traitement des eaux pluviales doit être entretenu en bon état de fonctionnement et débarrassé des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent que nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne doivent en aucun cas être jetés à l'égout mais doivent être remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. |
| Constats : Par signalement, l'inspection des installations classées a été informée d'un constat de pollution le 15 et le 18 juillet 2024 par colmatage du cours d'eau (Bassac). Lors de l'inspection, nous constatons que les eaux du bassin de décantation présentent une turbidité moyenne. Les berges du bassin de décantation montrent que des variations de niveau importantes ont eu lieu dans les jours précédents. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier les fortes variations de niveau constatées au niveau du bassin de décantation lors de la visite notamment en effectuant une corrélation avec les données météo de la période. L'exploitant doit également transmettre à l'inspection les dates des curages du bassin et d'entretien du séparateur hydrocarbure en y joignant les bordereaux d'élimination de déchets correspondant et ce depuis 2022. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 Jours |


N° 2 : Conditions de rejet

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.5 |
| Thème(s) : Autre - Conditions de rejet dans le milieu naturel |
| Prescription contrôlée : Le débit maximal rejeté dans le milieu naturel Ruisseau de Bassac est de 105m3/jour après décantation et passage sur un séparateur d'hydrocarbures. Il est demandé un point de contrôle sur le rejet et régulation du débit de fuite. |
| Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de déterminer son débit maximal de rejet dans le ruisseau de Bassac. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier que le débit maximal rejeté dans le milieu naturel Ruisseau de Bassac ne peut dépasser la valeur de 105m3/jour après décantation et passage sur un séparateur d'hydrocarbures. Cette justification passera notamment par le descriptif technique des mesures constructives du point de rejet ainsi que des dispositifs de contrôle mis en place. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 3 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.6.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Mesures annuelles |
| Prescription contrôlée : 2.6.1 TRAITEMENT DES EFFLUENTS Les installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet n°2 par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement. Les paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche d'une installation de traitement sont mesurés annuellement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Le suivi des installations est confié à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue adaptée. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des analyses annuelles. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection une copie du registre des mesures ainsi que les 3 derniers rapports de mesures. L'exploitant précisera également les noms, qualités et compétences de la personne en charge du suivi des installations. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 4 : Autosurveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2008, article 2.6.4 |
| Thème(s) : Autre - Autosurveillance |
| Prescription contrôlée : Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis chaque année à l'inspection des installations classées sous une forme synthétique. Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire. La première campagne d'analyses devra avoir lieu avant le 31 décembre 2008. |
| Constats : Il avait été demandé en 2022 lors d'une précédente inspection le rapport d'analyse des rejets aqueux qui faisait déjà apparaître des dépassements concernant les Matières en suspension. Les rapports suivants n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les rapports d'analyse des eaux pour les années 2022, 2023 et 2024. Les dépassements constatés doivent faire l'objet de commentaires les justifiant de la part de l'exploitant. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 Jours |